



L'espionnage intensif de la CIA sur Assange a ciblé son enfant

Par [Oscar Grenfell](#)

Mondialisation.ca, 21 avril 2020
[wsws.org](#) 18 avril 2020

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#)

Le quotidien espagnol *El País* et le journal italien *Fatto Quotidiano* ont révélé cette semaine de nouveaux détails sur la surveillance intensive et les sales opérations visant le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, alors qu'il était réfugié politique à l'ambassade de l'Équateur à Londres.

Les deux articles ont indiqué que l'espionnage, qui aurait été orchestré par l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA), visait en particulier à identifier les membres de la famille proche d'Assange. Cela soulève l'inquiétante possibilité que des plans étaient en cours pour faire du tort aux proches d'Assange, y compris son enfant en bas âge.



Une rencontre entre Assange et son conseiller juridique Geoffrey Robertson espionnée illégalement par UC Global

Les reportages sont les dernières révélations sur l'espionnage, qui a été mené par UC Global, une entreprise privée espagnole engagée par les autorités équatoriennes pour assurer la sécurité du bâtiment de l'ambassade.

Le directeur de la société, David Morales, un ancien officier militaire espagnol, est accusé d'avoir rencontré les autorités américaines au début de l'année 2015 et d'avoir accepté de fournir secrètement à la CIA du matériel recueilli au sein de l'ambassade dans le cadre d'une opération qui s'est intensifiée au cours des trois années suivantes.

Morales a été arrêté l'année dernière et accusé d'une série d'infractions, notamment de

surveillance. Assange a déposé une plainte pénale contre le mercenaire pour ces activités, qui auraient violé le droit au secret professionnel de l'avocat, ainsi que la vie privée d'Assange et de dizaines d'autres personnes.

La semaine dernière, Stella Morris, une avocate de 37 ans, a révélé qu'elle avait une relation personnelle avec Assange depuis 2015 et que le couple avait deux jeunes enfants.

Le rapport d'*El País* indique que l'enfant le plus âgé, Gabriel, né en 2017 alors qu'Assange était encore à l'ambassade, a fait l'objet d'une surveillance particulière de la part d'UC Global.

Le quotidien espagnol a déclaré que des rapports détaillés ont été préparés sur les visites de Morris à l'ambassade. Stephen Hoo, un ami d'Assange, amenait souvent Gabriel dans le bâtiment et était également soumis à une surveillance. Les relations de Hoo et même son orientation sexuelle ont été examinées.



L'acteur Stephen Hoo, photographié par UC Global, amenant le bébé d'Assange à l'ambassade équatorienne [Source: *El País*]

El País a écrit: «Morales soupçonnait qu'un mineur qui est entré dans l'ambassade équatorienne à Londres, porté par l'acteur Stephen Hoo, pouvait être le fils du cyberactiviste (48 ans) et de Morris (37 ans)».

UC Global était prêt à faire des efforts extraordinaires pour identifier la paternité du bébé. Un ex-employé anonyme de l'entreprise a confirmé qu'UC Global avait envisagé de voler une des couches souillées du bébé ou une suce pour faire un test ADN.

L'ancien employé a déclaré: «Ils voulaient prouver que c'était son fils pour essayer de lui faire du tort. On a pu parler avec trois laboratoires à Madrid pour voir comment la paternité pourrait être établie. L'un des laboratoires nous a dit que l'ADN ne pouvait pas être obtenu à partir des selles. Ils ont alors essayé d'obtenir sa suce».

Il n'est pas clair si le témoin voulait dire qu'UC Global avait l'intention de faire du «tort» à Assange, au bébé ou aux deux. Cependant, étant donné l'histoire sordide de la CIA, rien ne peut être exclu. Morris a cessé d'amener Gabriel à l'ambassade après avoir été alertée par un employé de l'opération et a depuis déclaré qu'elle craignait pour sa sécurité.

Dans un article de *Fatto Quotidiano*, Stefania Maurizi, collaboratrice de longue date de

WikiLeaks, a [révélé](#) que le ciblage de Morris et de sa jeune famille s'étendait bien au-delà des murs de l'ambassade. Maurizi a cité un courriel de Morales à son personnel, leur ordonnant de porter une «attention particulière» à Morris. Il a noté que la compagnie pensait que Morris n'utilisait pas son nom d'origine. En fait, l'avocate avait légalement changé son nom pour éviter les opérations des services de renseignement.

Morales a écrit: «Si nécessaire, je veux une personne qui se consacre entièrement à cette activité, donc si vous devez engager quelqu'un pour le faire, dites-le-moi. Tout cela doit être considéré comme ultra-secret afin que la diffusion soit limitée».

En d'autres termes, UC Global avait apparemment l'intention d'affecter un enquêteur à plein temps pour suivre Morris. Morales a également déclaré que la compagnie avait identifié un parent de sa mère en Catalogne, ce qui indique que la société cherchait à retrouver les membres de la famille de Morris dans le monde entier.

Il y a eu des indications antérieures qu'UC Global, agissant au nom de la CIA, cherchait non seulement à surveiller chaque aspect de la vie d'Assange, mais aussi à préparer des attaques physiques contre lui.

Dans la [présentation publique la plus détaillée](#) de l'espionnage de l'ambassade, Andy Müller-Maguhn, un expert allemand en informatique et proche collaborateur d'Assange, a expliqué que l'opération d'UC Global s'était drastiquement intensifiée en 2017.

En décembre de la même année, Morales a ordonné au personnel de mener une «enquête» sur le bâtiment, visant en partie à trouver de nouvelles zones où des caméras et des microphones pourraient être cachés, afin de surmonter les mesures prises par Assange pour contrecarrer l'espionnage.

Le plus inquiétant est que Morales a également transmis à son personnel une demande de ses «amis américains» concernant une liste de points d'accès physiques potentiels à l'ambassade. Selon Müller-Maguhn, Morales a interrogé ses employés «sur la possibilité de laisser la porte de la mission diplomatique ouverte, en argumentant que c'était une erreur accidentelle, de permettre l'entrée et le kidnapping du demandeur d'asile».

Le calendrier de ces opérations de la CIA est significatif. Elles ont suivi la publication par WikiLeaks, à partir de mars 2017, de Vault 7, une vaste collection de documents de la CIA exposant les opérations mondiales d'espionnage et de piratage de l'agence.

Le directeur de la CIA et actuel secrétaire d'État, Mike Pompeo, a immédiatement réagi en qualifiant WikiLeaks d'«agence de renseignement non étatique hostile». Dans le même temps, le Bureau fédéral d'enquête américain (FBI) a mis sur pied une «escouade de contre-espionnage» pour enquêter sur WikiLeaks. Son travail devait aboutir à l'émission de 18 chefs d'accusation contre Assange, dont 17 en vertu de la loi sur l'espionnage.

L'agente spéciale du FBI Megan Brown, qui a joué un rôle de premier plan au sein de l'escouade, a déposé une déclaration sous serment contre Assange, jetant les bases d'au moins certaines des accusations portées contre lui, en décembre 2017.

En d'autres termes, au moment même où la CIA et ses mandataires violaient la vie privée de la famille d'Assange et envisageaient de kidnapper illégalement le fondateur de WikiLeaks, le FBI et le département de la Justice finalisaient une procédure judiciaire contre lui.

Morales semble avoir joué un rôle central dans les deux cas. *El País* a précédemment rapporté que les métadonnées des courriels de Morales l'ont placé à Alexandria, en Virginie, les 1er et 2 mars 2017. C'était quelques semaines seulement après la création de l'escouade du FBI. Alexandria abrite la plus grande concentration d'employés des services de renseignement aux États-Unis et était, à l'époque, le site d'un grand jury secret mis en place pour aider à fabriquer des accusations contre Assange.

Le lien étroit entre les activités illégales visant Assange et son enfant en bas âge, et les préparatifs d'une mise en accusation par les États-Unis du fondateur de WikiLeaks, souligne encore plus le fait qu'il fait l'objet de ce qu'on ne peut appeler qu'une tentative de restitution extraordinaire. Les accusations et le processus formel d'extradition ne sont qu'une façade pour une opération de la CIA visant à détruire Assange parce qu'il a osé révéler les crimes du gouvernement américain.

En attendant le procès pour son extradition vers les États-Unis, qui doit reprendre le 18 mai, Assange est confronté au danger imminent d'être infecté par la pandémie de coronavirus qui balaie le système carcéral britannique.

Au début du mois, la magistrate Vanessa Baraitser a rejeté une demande de libération sous caution d'Assange à la prison de Belmarsh, bien qu'il n'ait pas été condamné pour un crime et qu'il souffre de nombreux problèmes médicaux, ce qui le rend vulnérable au COVID-19.

Maurizi a publié des parties de la déclaration de Morris à l'audience de mise en liberté sous caution, qui n'avait pas encore été publiée. Morris a déclaré «Je crains avec raison depuis longtemps de perdre Julian par suicide s'il n'y a aucun moyen d'empêcher son extradition vers les États-Unis. Je crains maintenant de le perdre pour différentes raisons et plus tôt à cause du virus. Je sais très bien que sa santé est extrêmement mauvaise et je peux détailler les différents aspects de cette mauvaise santé».

Morris a souligné l'impact désastreux qu'ont eu sur Assange les longues périodes d'isolement à Belmarsh. «Lorsqu'il, dans l'unité de soins de santé, a été transféré d'un service à une cellule unique pendant de nombreux mois dans une forme d'isolement, à l'exception de quelques heures par jour, j'ai remarqué à quel point, comme je l'ai décrit à l'époque, il était visiblement «très affaibli... comme une fleur fanée»».

Baraitser est resté impassible, décrétant non seulement qu'Assange devait rester derrière les barreaux, mais aussi qu'il serait dans «l'intérêt public» que Morris et ses jeunes enfants soient nommés dans les médias, niant leur droit à l'anonymat.

Oscar Grenfell

Article paru en anglais, WSWWS, le 18 avril 2020

La source originale de cet article est [wsws.org](https://www.wsws.org)
Copyright © [Oscar Grenfell, wsws.org](https://www.wsws.org), 2020

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca